



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLOUX Frères

Les Bordes
962 route d'Amboise
37210 Noizay

Références : 2025-00814
Code AIOT : 0010004102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement PLOUX Frères implanté Ile de Nouan 41220 Saint-Laurent-Nouan. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLOUX Frères
- Ile de Nouan 41220 Saint-Laurent-Nouan
- Code AIOT : 0010004102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de sables et graviers alluvionnaires. Elle se situe sur le territoire des communes de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan, dans le lit majeur de la Loire dans le secteur endigué.

Cette installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°41 2004-300-9 du 26/10/2004 modifié par plusieurs arrêtés dont :

- L'arrêté de prescriptions spéciales n°41-2025-10-07-00002 du 7 octobre 2025 qui autorise à extraire 10 Ktonnes de matériaux par an ;
- L'arrêté de prescriptions spéciales n°41-2025-06-30-00002 du 30 juin 2025 qui modifie et qui proroge l'autorisation jusqu'en juin 2027;
- l'arrêté de prescriptions complémentaires n° 41-2017-01-23-007 qui prorogeait l'autorisation jusqu'au 25 septembre 2023 ;

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagement du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.1.B	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.7.B.a	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Respect des dimensions du seuil	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 5.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
8	Extraction exploitation (2517 : emprise)	Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Absence d'extraction et de traitement	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	de traitement	article 1		
4	Absence de commercialisation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Constitution des garanties financière	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	extraction exploitation (volume)	Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, article 2	/	Sans objet
9	extraction exploitation (2515 : Puissance)	Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.1.B
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.1.B. BORNAGE</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>Leur position est reportée sur un plan à une échelle appropriée établie par un géomètre qualifié.</p>

Constats :

Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de justifier de la présence de bornes au niveau de l'entrée de son site. L'exploitant ne sait pas si des bornes sont en place notamment au niveau de la parcelle H86 sur laquelle la voie d'accès au site semble être implantée.

L'exploitant est invité à faire apparaître sur son plan d'exploitation les bornes (sur le domaine privée) et les limites englobant l'emprise de son activité.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la mise en place de bornes permettant de délimiter le périmètre de son autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2004, article III.7.B.a

Thème(s) : Autre, SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,

<p>-la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection .</p> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté par l'inspection que le plan d'exploitation de 2024 n'est pas à jour. Il a été constaté l'absence de la piste d'exploitation entre la zone extraite et la zone de traitement, ainsi que l'absence de l'emprise de la station de traitement et de transit.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la présence sur le plan d'exploitation pour l'année 2024 de l'emprise de la piste d'exploitation, ni de la station de transit ni de l'installation de traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Absence d'extraction et de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Absence d'extraction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>...La SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES n'est pas autorisée à extraire ni à traiter ni à commercialiser les matériaux. ...</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a transmis par mail le 5 novembre 2025 des éléments</p>

<p>justifiant du défaut et expliquant la mauvaise affectation du volume extrait avant le 22/12/2022.</p> <p>L'exploitant est invité à faire état de cette erreur au référent GEREP afin que le suivi de production mal alimenté soit corrigé.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Absence de commercialisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Absence de commercialisation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>...La SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES n'est pas autorisée à extraire ni à traiter ni à commercialiser les matériaux. ...</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a transmis par mail du 05/11/2025 à l'inspection des informations sur la commercialisation des matériaux depuis le site. L'exploitant met en avant qu'il a commercialisé et traité la production d'avant le 22/12/2022 de son site ainsi que les matériaux dont il bénéficie de la société voisine SMVL dont il est actionnaire.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Constitution des garanties financière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 3.3
Thème(s) : Situation administrative, Établissement des garanties financières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :</p> <p>le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;</p> <p>la valeur datée du dernier indice public TP 01.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection l'attestation de garantie financière du 21 octobre 2025. Cette garantie porte sur un montant de 132 K€. Ce montant est conforme à celui prescrit par l'arrêté de préfectoral du 30/06/2025.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Respect des dimensions du seuil

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 5.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Prescriptions complémentaires</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur les bassins de décantation :</p> <p>Les bassins de décantation localisés sur les parcelles OF N° 210, 211 et 63 sur la commune de Courbouzon font l'objet d'une mise en sécurité (notamment curage des fonds argileux...) et seront remis en état comme une annexe longiforme s'apparentant à un bras de Loire (en noue) sans générer de défaut au fonctionnement du cours d'eau le « Pisse-Vache » qui est situé à proximité de ce futur aménagement.</p> <p>Sur le dimensionnement du seuil aval et son entretien :</p> <p>Le seuil réalisé en aval du plan d'eau des Bordes (CF illustration 2 en annexe) respecte les dimensions suivantes :</p>

- Longueur en gueule : 90 m
- Longueur en fond : 78,8 m
- Largeur de crête : 30 m
- Largeur en pied : 48 m
- Hauteur du seuil : 1,4 m
- Pente de contraction du seuil : 4/1
- Cote de la base du seuil : 74,8 m. NGF

Les enrochements utilisés seront de taille 25/250 kg et placés sur un géotextile de densité supérieure à 250 g/m² et les interstices entre les blocs seront comblés avec des graviers.

Au terme de la remise en état de la carrière, l'exploitant informe le ou les propriétaires des terrains d'emprise du seuil de la nécessité de son entretien pour garantir sa pleine fonctionnalité durant l'existence du plan d'eau.

Constats :

Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a transmis par mail le 5 novembre 2025 des éléments illustrant des dimensions du seuil. Lors de l'inspection du 15/12/2025, il a été constaté que le dimensionnement du seuil n'est pas conforme au projet et au dimensionnement validé par le bureau d'étude.

Le plan transmis met en avant les dimensions suivantes :

- Longueur en gueule : 94.2 m;
- Longueur en fond : 79 m;
- Largeur de crête : 28.5 m
- Largeur en pied : 40 m
- Hauteur du seuil : pas d'information
- Pente de contraction du seuil : pas d'information
- Cote de la base du seuil : la cote de 74,8 m. NGF n'est pas continue mais proche sur l'ensemble de la crête de l'ouvrage de surverse.

Les non-conformités sont à noter sur la largeur de crête et la largeur de pied qui sont inférieures aux dimensions prévues, de plus la localisation de la largeur de crête n'est pas positionnée à l'endroit où la largeur de crête est la plus étroite.

L'exploitant est invité à faire valider le dimensionnement réalisé par un bureau d'étude afin de garantir la tenue de l'ouvrage :

- En l'absence de validation par BE, l'exploitant devra réaliser les travaux de mise en conformité du déversoir aval.
- En cas de validation par BE, le nouveau dimensionnement devra être validé par les propriétaires et les communes concernées par cet ouvrage.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité du seuil réalisé avec le dimensionnement prévu par bureau d'étude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : extraction exploitation (volume)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Autorisation

Prescription contrôlée :

artcile 1- Autorisation

[...]

La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES est autorisée pour les années 2025-2026-2027 à extraire au maximum 10 000 tonnes/an de matériaux, à traiter et à commercialiser les matériaux du site.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un document justifiant du tonnage extrait entre le 13/10/2025 et 7/11/2025. La somme de ces rotations de véhicule a permis d'extraire 9 960 Tonnes de matériaux, ce qui est cohérent avec le tonnage autorisé pour l'année 2025.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extraction exploitation (2517 : emprise)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2517

Prescription contrôlée :

artcile 1- Autorisation

[...]

<i>Rubrique</i>	<i>Alinéa</i>	<i>Régime (*)</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>	<i>Critère de classement</i>	<i>Seuil du critère</i>	<i>Volume autorisé</i>	<i>Unités du volume autorisé</i>

2517	2	D	Station d e transit, regroup ement ou tri d e produits minérau x ou de déchets n o n dangere u x inertes autres q u e c e u x v i s é s p a r d'autres rubriqu es.	Station d e transit	L a superfic ie de l'aire de transit étant	Supérie ure à 5 000 m ² , m a i s inférieu re ou égale à 10 000 m ²)	9979	m ²

Constats :

Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de justifier de la surface de l'activité "station de transit". L'exploitant ne sait pas réellement qu'elle est la surface allouée à cette activité.

L'exploitant est invité à arrêter d'étendre son activité sur le domaine public fluviale.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la surface autorisé dans son APs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : extraction exploitation (2515 : Puissance)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, article 2								
Thème(s) : Situation administrative, Rub 2515								
Prescription contrôlée :								
article 1- Autorisation [...]								
Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2515	1	D	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux	Installation de criblage	La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : d'une puissance	Supérieure à 40 kw, mais inférieure ou égale à 200 kw	149	KW

			<i>dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</i>					
--	--	--	--	--	--	--	--	--

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection que la station de traitement avait une puissance de 130 KW. Ce qui est cohérent avec son arrêté.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite